

Le revenu universel : est-ce une bonne idée ?

Le revenu universel consisterait à verser tous les mois une somme à chaque citoyen, sans aucune condition. Cette somme serait cumulable avec d'autres revenus, comme les salaires.

Cette idée est très controversée.

En effet, pour ses détracteurs, il encouragerait l'inactivité et l'assistanat, car ceux qui décideraient de ne pas travailler profiteraient de ce système sans participer directement à son financement.

Pour ses partisans, il favoriserait l'égalité et la liberté des citoyens, car chacun recevrait le même montant et pourrait décider de travailler pour gagner davantage, ou de ne pas travailler ce qui permettrait, par exemple, de développer le bénévolat.

Cependant, les partisans du revenu universel ne sont pas tous d'accord sur ses modalités d'application.

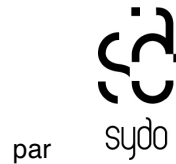
Leur 1^{er} point de désaccord concerne le profil des bénéficiaires : certains proposent de le donner sans condition d'âge. Ainsi, les citoyens le recevraient tout au long de leur vie. D'autres veulent le donner seulement aux adultes, ou encore donner un montant plus faible aux jeunes.

Leur 2^e point de désaccord concerne le montant : certains souhaitent qu'il ne soit pas trop élevé, c'est-à-dire autour de 500 euros comme le RSA actuel, pour ne pas encourager l'inactivité. D'autres souhaitent que son montant soit plus élevé, c'est-à-dire autour de 1 000 euros, pour que les citoyens aient le choix de travailler ou non.

Leur 3^e point de désaccord concerne le mode de financement : en effet, plus le montant du revenu universel est élevé, plus le financement doit être important. Comme les dépenses de l'Etat vont augmenter avec le revenu universel, certains souhaitent compenser cette hausse en supprimant une partie des aides existantes, comme le RSA, les aides au logement, les allocations chômage et les pensions de retraite. D'autres souhaitent financer cette augmentation en augmentant l'impôt sur le revenu, ou en créant un nouvel impôt sur les transactions financières qui taxerait les ventes d'actions en bourse.

Leur 4^e point de désaccord concerne les conséquences sur le marché du travail : certains pensent que la mise en place du revenu universel doit s'accompagner de la suppression du salaire minimum. Ainsi, les employeurs pourraient moins rémunérer les emplois peu qualifiés, car ils considéreraient

Dessine-moi l'éco



par

que l'Etat prend en charge une partie des salaires. Pour les autres, le revenu universel doit s'ajouter au salaire minimum, afin d'augmenter le pouvoir d'achat.

L'idée d'instaurer un revenu universel revient souvent dans les débats politiques. En Finlande, par exemple, un revenu de base de 800 euros par habitant pourrait être instauré en 2017.